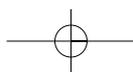
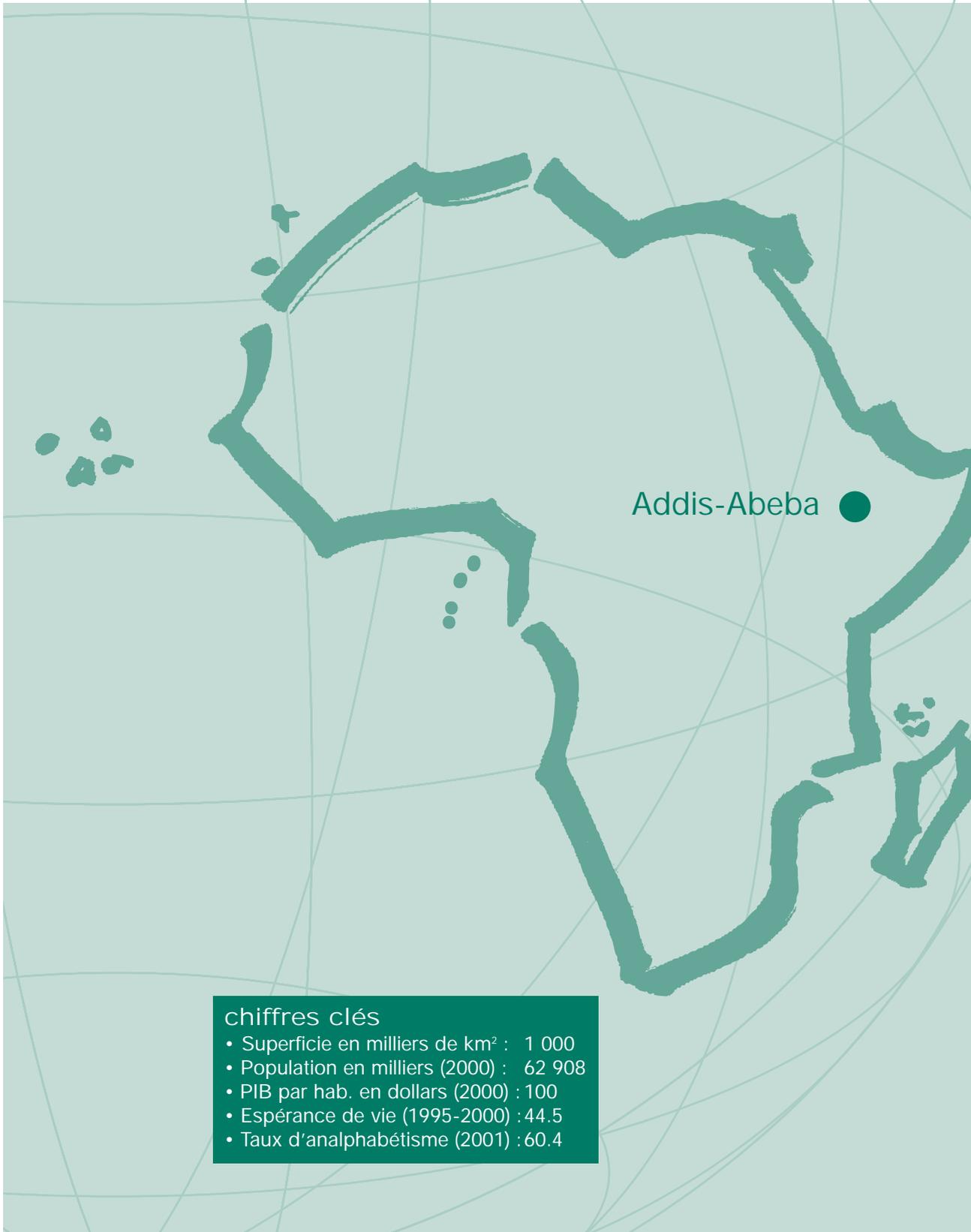
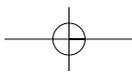
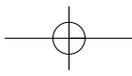


# Ethiopie





# Ethiopie

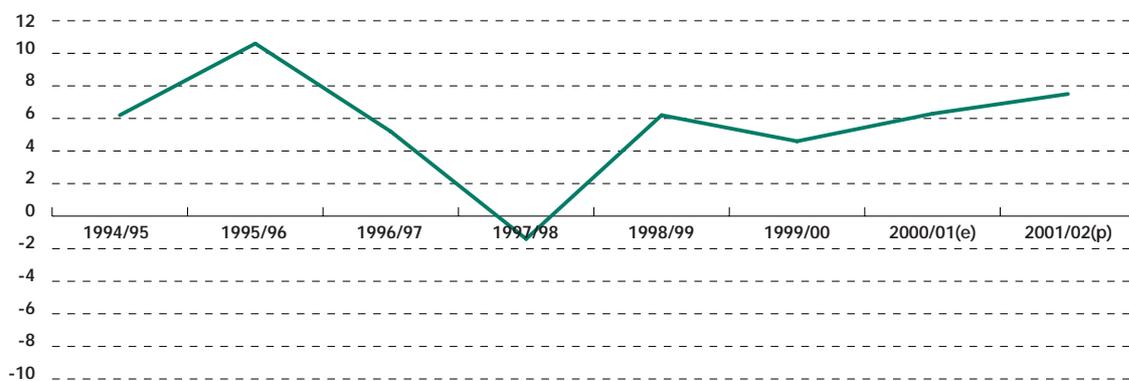
**E**TROITEMENT LIÉE À LA PRODUCTION agricole, la croissance en Ethiopie est depuis quelques années inégale. Sous l'effet de la guerre avec l'Erythrée, le PIB réel n'a progressé que de 4.6 pour cent en 1999/2000, contre 6.2 lors de l'exercice précédent. Ce conflit a également déstabilisé le budget, dont le déficit s'est creusé, et détérioré la position extérieure du pays en accroissant le solde négatif des opérations courantes. De plus, la dette extérieure n'est pas supportable et l'Ethiopie figure sur la liste des pays susceptibles de bénéficier de l'initiative PPTE renforcée. L'inflation est toutefois restée faible, grâce à l'afflux d'une importante aide alimentaire. Les échanges internationaux sont également demeurés stables, dans le contexte d'une timide libéralisation. Un accord de paix a mis fin aux affrontements avec l'Erythrée en

décembre 2000. Depuis lors, le gouvernement se concentre sur le développement et les donateurs ont repris les versements suspendus du fait de la guerre. La fin du conflit laisse prévoir une accélération de la croissance du PIB réel. Estimée à 6.2 pour cent en 2000/01, celle-ci devrait atteindre 7.6 pour cent en 2001/02. L'Ethiopie poursuit ses réformes pour accroître sa compétitivité et attirer les investisseurs. Néanmoins, les privatisations et la modernisation du secteur financier ne progressent que lentement. Outre la fin des combats avec l'Erythrée, l'Ethiopie a amélioré ses relations avec ses autres voisins. L'Ethiopie demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète, comme en témoigne la dégradation de ses indicateurs sanitaires et d'éducation.

Un accord de paix a mis fin aux affrontements avec l'Erythrée en décembre 2000

133

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume<sup>a</sup>



a. L'échelle des pourcentages est différente de celle utilisée pour les autres pays, car la croissance du PIB a, certaines années, été supérieure à dix pour cent.

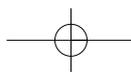
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

## Développements économiques récents

L'économie éthiopienne montre des signes de reprise depuis le cessez-le-feu de juin 2000. Après la grave sécheresse de 1997, qui s'est traduite par une croissance négative du PIB réel (-1.4 pour cent) en 1997/98, l'activité a fortement rebondi, avec une croissance de

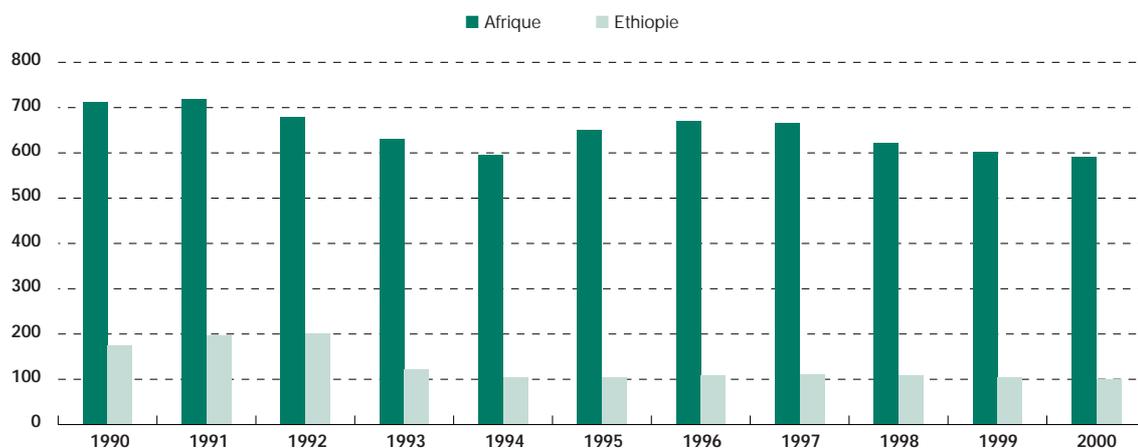
6.2 pour cent en 1998/99, avant que le conflit la ramène à 4.2 pour cent en 1999/2000. On estime qu'elle est fortement repartie, avec 6.2 pour cent en 2000/01 et 7.6 pour cent prévus pour 2001/02, l'effort de guerre cédant la place aux projets de développement.

Depuis quelques années, la croissance de l'économie éthiopienne est étroitement tributaire de la production



Ethiopie

Figure 2 - PIB par habitant en Ethiopie et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

agricole. L'agriculture est la base de l'économie nationale. En 1999/2000, elle représentait quelque 44 pour cent du PIB, 90 pour cent des recettes d'exportations, 85 pour cent de l'emploi total et 70 pour cent de la consommation de matières premières du secteur agroalimentaire. En 1999/2000, ce secteur n'a progressé que de 1.9 pour cent. Sa reprise a été ralentie par les effets de la sécheresse et de la guerre. Les principales améliorations concernent les cultures, céréales et légumes secs, en particulier, en augmentation d'environ 50 pour cent lors de la principale récolte (appelée *meher*), à environ 12 millions de tonnes. Cependant, le café, première culture d'exportation, a souffert de mauvaises conditions d'exploitation. Sa production commerciale a ainsi reculé de près de 15 pour cent entre 1998/99 et 1999/2000, pour s'établir à 360 000 tonnes. Il est toutefois impossible d'en chiffrer avec exactitude la

production totale nationale, car environ la moitié de celle-ci est consommée localement.

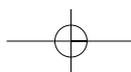
L'amélioration des conditions météorologiques a également profité à l'élevage en 1999/2000. On estime que, sur cet exercice, les troupeaux ont été reconstitués à environ la moitié de leur niveau normal, après avoir été pratiquement anéantis par la sécheresse.

La même année, le secteur industriel a connu une croissance de 4.8 pour cent, à environ 12 pour cent du PIB. Cette expansion tient principalement aux activités agroalimentaires, qui ont bénéficié d'un meilleur accès aux matières premières du fait de la timide reprise de l'agriculture. L'exploitation minière reste négligeable, à moins de 0.5 pour cent du PIB.

Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01(e)	2001/02(p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>16.4</b>	<b>18.2</b>	<b>18.9</b>	<b>16.0</b>	<b>20.5</b>	<b>22.1</b>
Publique	7.5	7.6	7.4	6.5	8.6	9.5
Privée	9.0	10.6	11.4	9.5	11.8	12.5
<b>Consommation finale</b>	<b>92.0</b>	<b>93.7</b>	<b>96.4</b>	<b>100.8</b>	<b>104.4</b>	<b>102.7</b>
Publique	11.8	14.3	19.3	20.0	14.8	15.8
Privée	80.2	79.4	77.2	80.8	89.6	86.9
<b>Demande extérieure</b>	<b>-8.5</b>	<b>-11.9</b>	<b>-15.3</b>	<b>-16.8</b>	<b>-24.8</b>	<b>-24.8</b>
Exportations	13.6	15.8	15.3	16.7	13.6	12.0
Importations	-22.1	-27.7	-30.6	-33.5	-38.4	-36.7

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.



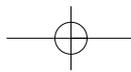
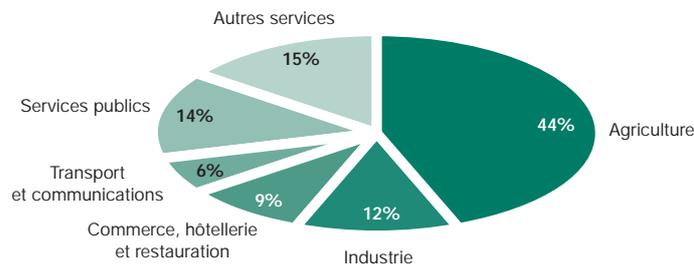
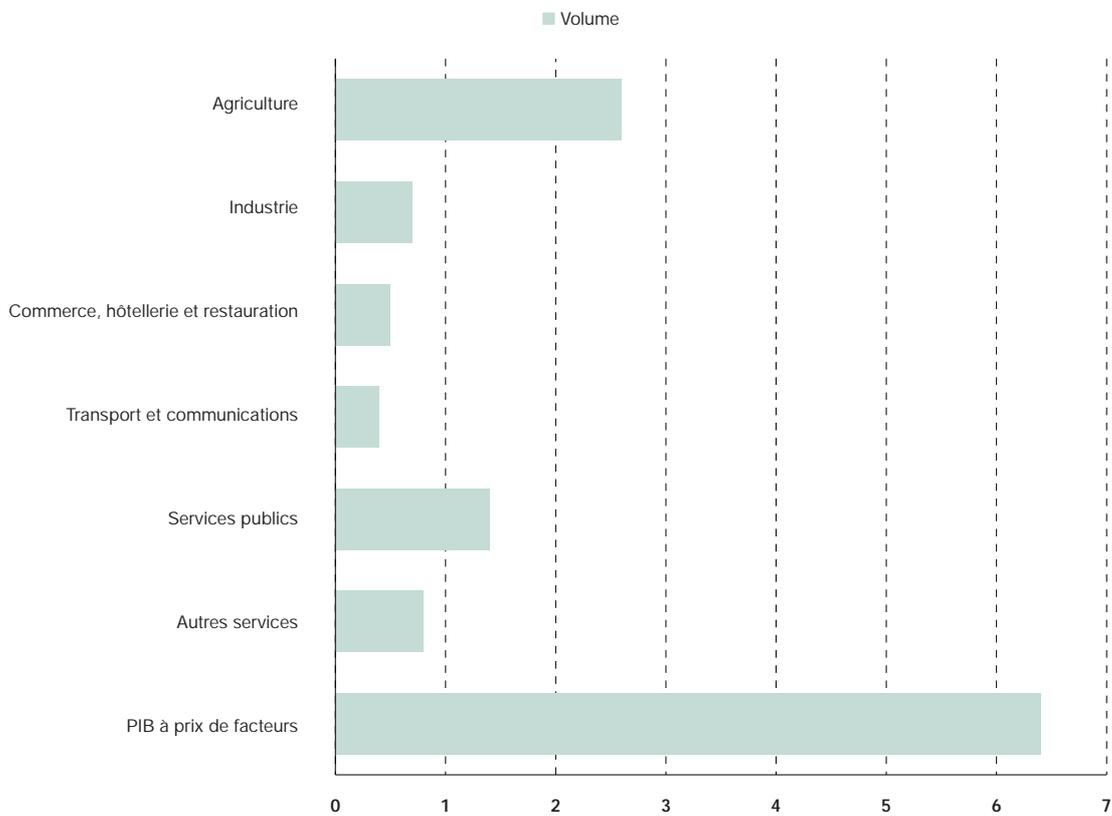


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 1999/2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

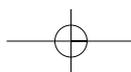
Figure 4 - Contribution à la croissance du PIB en 1999/2000

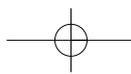


Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

A 44 pour cent du PIB en 1999/2000, les services ont quant à eux poursuivi sur leur impressionnante lancée, avec une hausse de 7.4 pour cent en 1999/2000. Même si le principal composant de ce secteur est la distribution, cette progression provient principalement des transports et des communications. Les transports

ont notamment été dopés par la réhabilitation et la reconstruction des réseaux ferré et routier (et surtout des artères et voies de jonction et de raccordement). Dans les télécommunications, le nombre de postes téléphoniques est passé à 150 000 en 2000, contre 120 000 deux ans plus tôt.





 Ethiopie

La croissance de l'économie éthiopienne est tirée par la consommation, en particulier privée. En 1998/99 et 1999/2000, la consommation publique a, elle aussi, fortement augmenté, du fait de l'effort de guerre. Cette hausse de la consommation totale s'est accompagnée d'un recul de l'investissement intérieur, qui a atteint son niveau le plus bas des dernières années en 1999/2000, et d'une détérioration des échanges. La situation actuelle n'est pas sans risques pour la croissance. L'Ethiopie doit en effet consacrer une part de plus en plus conséquente de ses ressources à endiguer le déclin de son patrimoine économique. La structure de la demande devrait rester globalement stable en 2000/01 et 2001/02, avec une consommation totale élevée. L'effort de reconstruction consécutif à l'arrêt des combats devrait toutefois entraîner une hausse de l'investissement intérieur et des importations.

## Politique macro-économique

136

### Politique budgétaire et monétaire

Ces dernières années, la situation budgétaire a été dominée par les effets du conflit frontalier entre l'Ethiopie et son voisin septentrional. Cette guerre a anéanti les importants progrès accomplis dans la gestion des finances publiques. Le déficit primaire est ainsi passé de 2.6 pour cent du PIB en 1997/1998 à 6.8 pour cent en 1998/1999, puis 9.4 pour cent sur l'exercice

suivant. Le déficit global s'est creusé en conséquence. Principal responsable de cette grave détérioration : la hausse des dépenses militaires, qui sont passées d'environ 4.9 pour cent du PIB en 1997/1998 à 13.3 pour cent en 1998/1999. La fin des affrontements devrait déboucher sur un assainissement des finances publiques. En effet, les dépenses militaires devraient refluer et les pouvoirs publics consacrer davantage d'attention aux moyens d'accroître les recettes.

Depuis que les armes se sont tuées, l'État a commencé de se pencher sur certains de ses problèmes budgétaires fondamentaux : une base de recettes limitée, un faible rapport recettes/PIB et des dépenses d'investissement en baisse. Concernant l'impôt sur le revenu, une nouvelle loi sur la taxation forfaitaire et une retenue à la source de 5 pour cent sur les importations sont entrées en vigueur en février 2001. Un nouveau code de l'impôt sur le revenu et des textes concernant l'évaluation forfaitaire devraient suivre en 2002. Concernant la fiscalité indirecte, le gouvernement a annoncé en novembre 2000 l'introduction de la TVA pour 2003. En janvier 2001, il a éliminé la surtaxe de 10 pour cent sur les importations et porté à 15 pour cent le taux majoré de la taxe sur le chiffre d'affaires. L'administration fiscale a été renforcée par une loi de mars 2001 prévoyant l'introduction d'un numéro d'identification des contribuables. On estime que le déficit primaire est redescendu à 3.3 pour cent du PIB en 2000/01, mais qu'il remontera à 6.0 pour cent en 2001/02.

Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État<sup>a</sup> (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01(e)	2001/02(p)
<b>Recettes totales (avec dons)<sup>b</sup></b>	<b>20.8</b>	<b>20.7</b>	<b>21.3</b>	<b>21.8</b>	<b>23.9</b>	<b>23.1</b>
Recettes fiscales	11.5	11.6	11.4	12.6	13.5	13.3
Dons	3.3	2.8	3.6	3.3	5.5	4.7
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>b</sup></b>	<b>24.8</b>	<b>25.2</b>	<b>30.0</b>	<b>33.5</b>		
Dépenses courantes	15.5	15.8	20.9	26.8		
<i>Sans les intérêts</i>	12.9	13.9	18.9	24.5	18.3	19.3
Salaires	5.6	5.9	8.3(e)	9.9(e)	8.6	7.8
Paievements d'intérêts	2.6	1.9	2.0	2.3		
Dépenses en capital	9.3	9.2	9.1	6.7	8.9	9.8
<b>Solde primaire</b>	<b>-1.4</b>	<b>-2.6</b>	<b>-6.8</b>	<b>-9.4</b>	<b>-3.3</b>	<b>-6.0</b>
<b>Solde global</b>	<b>-4.0</b>	<b>-4.5</b>	<b>-8.7</b>	<b>-11.7</b>		

a. L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> juillet.

b. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.





Depuis la fin de la guerre, le gouvernement a entrepris de stériliser les excédents de liquidité présents dans l'économie et prend des mesures pour moderniser la conduite de sa politique monétaire. La croissance de la masse monétaire au sens large est tombée de 14 pour cent en 1999 à 11.3 pour cent en 2000, principalement sous l'effet d'une baisse de la formation intérieure de capital net. Celui-ci représentait 22.1 pour cent de la masse monétaire totale en 1999, et seulement 4.6 pour cent l'année suivante, en raison d'une chute des créances nettes sur l'État (27.9 pour cent de la formation intérieure de capital net en 1999, et -0.9 pour cent en 2000). De fait, l'État a non seulement cessé d'emprunter au système bancaire, mais il lui a en outre remboursé une partie de sa dette. Le taux annuel d'inflation est monté à 5.3 pour cent en 1999/2000. Ces chiffres relativement modestes s'expliquent par l'importance de l'aide alimentaire, qui a tempéré les pressions à la hausse du prix des denrées. L'indice des prix devrait rester à bonne distance des 10 pour cent : on l'estime en moyenne à 3.7 pour cent en 2000/01 et l'on s'attend à 4.2 pour cent pour 2001/02, ce chiffre légèrement supérieur aux années passées s'expliquant par l'accélération de la croissance. Les taux d'intérêt sont, eux aussi, en baisse depuis la fin de la guerre. Le taux de référence sur le bon du Trésor à 91 jours est ainsi passé d'un point haut de 4.4 pour cent en 1999 à 3.1 pour cent en 2000.

Le gouvernement éthiopien a l'intention de libéraliser son marché des changes. La différence entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle est tombée à moins de 3 pour cent en 2000/01. Le *birr* éthiopien a perdu 8 pour cent de sa valeur nominale en 2000, comme il l'avait déjà fait en 1999.

### Position extérieure

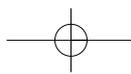
L'Éthiopie s'efforce de libéraliser ses échanges par l'abaissement progressif de ses tarifs douaniers les plus élevés. Ceux-ci sont passés de 230 à 40 pour cent aujourd'hui, ce qui a également fait baisser les tarifs moyens de 21.5 à 19.5 pour cent. Le gouvernement s'était par ailleurs engagé à présenter en juillet 2001 un échéancier concernant la réduction du nombre et du niveau des taxes à l'importation. Il s'agissait de ramener la moyenne non pondérée des tarifs douaniers de 19.5 à 17.5 pour cent en janvier 2003. Par ailleurs, les taxes et subventions à l'exportation, ainsi que les droits sur les importations, ont été éliminés. La balance des opérations courantes demeure toutefois en situation précaire par suite du faible volume des exportations et du montant élevé des importations en 1998/99 et en 1999/2000. En 1998/99, l'effort de guerre et le tassement des exportations ont fortement aggravé le déficit commercial, tandis que le conflit entraînait une chute des transferts courants. Le déficit des opérations courantes a ainsi atteint quelque 10.4 pour cent du PIB en 1998/99. Lors de l'exercice suivant, les exportations de café ont reculé d'environ 30 pour cent, et la progression de 13 pour cent des autres exportations n'a pas suffi à redresser la balance commerciale. Le déficit des opérations courantes est resté voisin de 10.5 pour cent du PIB, tandis que celui des échanges s'aggravait. Le solde de la position extérieure devrait continuer de se creuser, sous l'effet conjugué de la baisse des exportations et de l'augmentation des importations due au regain de croissance que connaît le pays. Il devrait ainsi atteindre 23.7 pour cent du PIB en 2000/01, et se stabiliser aux environs de ce niveau en 2001/02.

137

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01(e)	2001/02(p)
Balance commerciale	-10.4	-11.5	-16.7	-19.8	-23.7	-23.2
Exportations de biens (f.o.b.)	7.9	9.2	7.5	7.8	6.7	5.9
Importations de biens (f.o.b.)	-18.3	-20.7	-24.2	-27.5	-30.4	-29.0
Services	2.1	2.2	1.7	2.9		
Revenu des facteurs	-1.0	-1.1	-0.8	-1.1		
Transferts courants	10.8	6.2	5.3	7.5		
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>1.5</b>	<b>-4.3</b>	<b>-10.4</b>	<b>-10.5</b>		

Source : : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

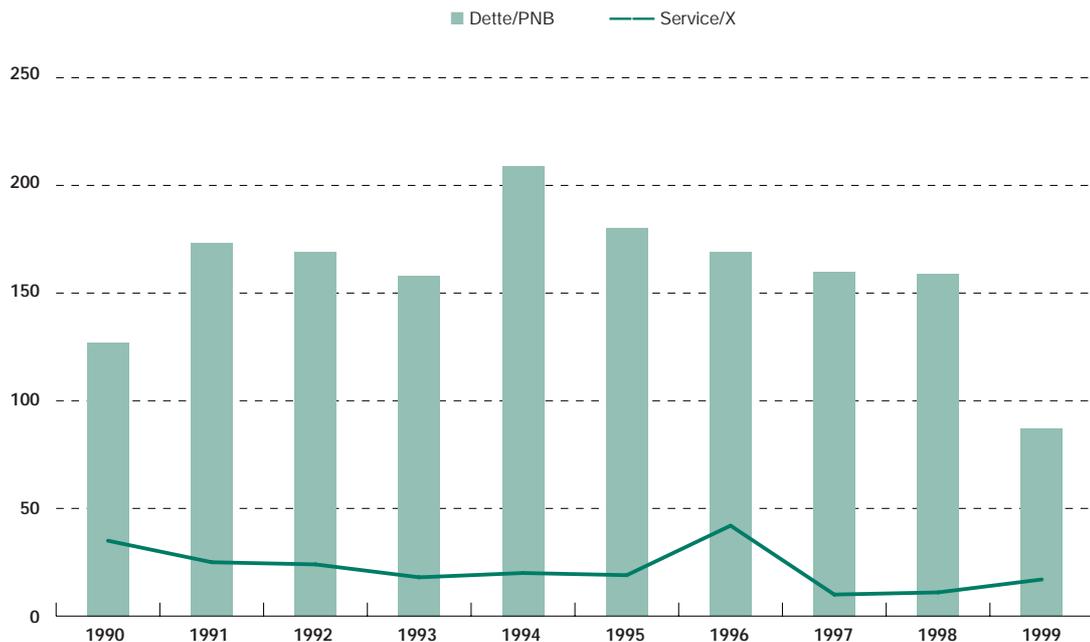


L'encours de la dette extérieure éthiopienne était estimé à 5.55 milliards de dollars fin 1999. La dette multilatérale en représentait 51 pour cent, contre 46 pour cent pour la dette publique bilatérale (dont un tiers, soit 30.3 pour cent, dus aux membres du Club de Paris). Les 2 pour cent restant correspondent à la dette commerciale. Il est à noter que, fin 1999, cet encours total avait diminué de près de 50 pour cent par rapport à fin 1998, sous l'effet d'une annulation d'environ 4 milliards de dollars de dette par la Russie, valable à compter de fin 1999. La dette extérieure du pays reste néanmoins trop lourde pour être supportable, même après l'application des mécanismes

traditionnels d'allègement. Selon la version révisée du document préliminaire sur l'Initiative PPTE présenté par le FMI et la Banque mondiale en février 2001, le ratio dette/exportations atteignait 243 pour cent en valeur actualisée nette en 1999, et était parti pour rester supérieur à 150 pour cent jusqu'en 2012. Le ratio du service de la dette était, lui, estimé à 55.4 pour cent en 1999, avant l'allègement survenu en fin d'année.

L'Ethiopie a bénéficié à trois reprises d'un allègement de la part du Club de Paris : en décembre 1992 selon les conditions du sommet de Toronto, avec une

Figure 5 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service sur les exportations de biens et services

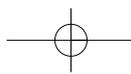


Source : : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*

réduction de 50 pour cent en valeur actualisée nette ; en janvier 1997 selon les termes de Naples (67 pour cent de réduction en valeur actualisée nette) et en mars 2001, selon les mêmes principes. A l'issue des dernières concessions du Club de Paris, on estimait que l'Ethiopie avait bénéficié de 849 millions de dollars d'allègement. Ce pays figure sur la liste des économies pouvant accéder

à l'Initiative PPTE renforcée. Le point de décision prévu par ce programme devait être atteint fin 2001. Ramener à 150 pour cent le rapport de la dette sur les exportations en valeur actuelle nette nécessiterait une aide au titre de cette initiative de l'ordre de 1 028 millions de dollars (en VAN), selon l'encours de la dette évalué au 7 juillet 2001.





## Questions structurelles

L'Éthiopie a mis en œuvre un large éventail de réformes visant autant à libéraliser l'économie qu'à en améliorer le fonctionnement. Bien que son programme de privatisation ait été lancé en 1997, une grande partie du patrimoine productif national demeure intégrée au secteur public. Le rythme s'est quelque peu accéléré en 1999, avec, d'une part, la cession de plusieurs grandes entreprises et exploitations agricoles d'État et, d'autre part, le début des préparations pour la privatisation de la banque du BTP et des affaires (*Construction and Business Bank*). Dans le même temps, la révision du code des investissements a accru la participation du privé (y compris les capitaux étrangers) dans le secteur des infrastructures, en lui ouvrant des activités jusqu'alors sous le contrôle de l'État : transport aérien intérieur, électricité et télécommunications, notamment. En 1999 également, le gouvernement a cherché à attirer davantage d'investissement direct étranger en supprimant le plancher (20 millions de dollars) des sommes à placer dans les sociétés en participation et le plafond (20 millions de dollars également) fixé pour les opérations effectuées sans associé éthiopien dans l'ingénierie, la métallurgie, la pharmacie, la chimie et les engrais.

Néanmoins, les réactions aux programmes de privatisation ont été très timides : l'Éthiopie n'a reçu aucune offre pour la plupart des entreprises mises en vente. De plus, certaines des offres effectivement formulées ont été jugées inappropriées. C'est notamment le cas pour des exploitations agricoles, une cimenterie et une entreprise gazière (*Kahub Gas Share Company*). La banque commerciale d'Éthiopie (*Commercial Bank of Ethiopia* : CBE) a été confiée en gérance à une banque étrangère en 2001. La lenteur des réactions locales au programme de privatisation reflète la taille réduite du secteur privé, tandis que le manque d'intérêt manifesté par l'étranger souligne l'existence de goulots d'étranglements structurels et infrastructurels dans l'économie. Les accusations de corruption formulées à l'occasion des privatisations pourraient en entraver davantage la progression. En juillet et août 2001, deux personnalités clés de ce processus ont été arrêtées pour ce motif. L'enquête est en cours.

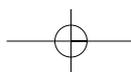
Le secteur financier éthiopien demeure fragile et non compétitif. Il n'offre en outre qu'un éventail limité de services et est dominé par les établissements publics, dont la *Commercial Bank of Ethiopia*, qui draine à elle seule 80 pour cent du total des dépôts. Les établissements privés à capitaux éthiopiens sont toutefois désormais autorisés. Six d'entre eux ont déjà été créés. Les participations étrangères restent interdites dans le secteur financier, mais l'Éthiopie s'est appuyée sur une étude entreprise avec l'assistance technique conjointe du FMI et de la Banque mondiale pour réviser sa stratégie de réforme du secteur financier à moyen terme, afin de restructurer le secteur et d'accroître sa compétitivité en vue de soutenir la croissance.

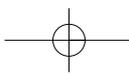
## Contexte politique et social

L'Éthiopie est une démocratie. Cependant, la participation au processus politique est jugée limitée : les groupes d'opposition accusent le pouvoir de pratiquer la marginalisation politique de certaines composantes de la population. Dans le contexte de son programme de régionalisation, le gouvernement a en tout cas élargi la participation au processus de développement, en confiant certaines prérogatives aux régions et aux subdivisions administratives de rang inférieur (zones et *woredas*).

De plus, l'Éthiopie semble aujourd'hui entretenir des relations apaisées avec ses voisins. Outre le récent accord qui a mis un terme à la guerre avec l'Erythrée, les rapports avec le Soudan, qui s'étaient envenimés depuis 1995, sont en nette amélioration. En mars 2000, l'Éthiopie a signé 10 accords avec ce pays en vue d'accroître la sécurité aux frontières. Elle a également conclu un accord de sécurité avec le Yémen en octobre 1999, tout en consolidant ses liens avec Djibouti depuis l'élection d'Ismail Omar Gelleh – né en Éthiopie – à la tête de ce pays, en mai 1999.

L'ampleur de la corruption a commencé à susciter des inquiétudes à partir de 1996, avec le limogeage et l'arrestation du vice-premier ministre, condamné à la prison en février 2000. Plusieurs autres hauts fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions, mais





seule une minorité a été traduite en justice. L'opposition en a conclu que ces renvois étaient plus politiques qu'éthiques. La question des droits de l'homme est, par ailleurs, de plus en plus litigieuse : il n'est pas rare que des rédacteurs en chef, propriétaires de journaux ou journalistes soient arrêtés pour avoir critiqué ou mis en cause la politique du gouvernement à ce sujet. On estime que, ces derniers temps, l'Éthiopie a placé en détention plus de journalistes que n'importe quel autre pays africain.

L'Éthiopie est un des pays les plus pauvres du monde. Selon le *Rapport mondial sur le développement humain 2000* du PNUD (qui se fonde sur des données de 1998), elle se classait 171<sup>e</sup> sur les 174 pays pris en compte par l'indicateur du développement humain (IDH), et 83<sup>e</sup> sur 85 pour l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH). On estime qu'environ 55 pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté d'un dollar par jour. Dans certaines régions, cette proportion atteindrait même 70, voire 85 pour cent de la population. La plupart des pauvres vivant en Éthiopie se trouvent structurellement en situation précaire sur le plan alimentaire, même lorsque les conditions météorologiques sont bonnes. L'insécurité alimentaire touche deux à trois millions de personnes – principalement des pauvres – tous les ans. Ce phénomène est souvent exacerbé par de graves sécheresses. La pauvreté en Éthiopie est aussi caractérisée par l'existence d'un grand nombre de ménages dont le chef de famille est une veuve, une proportion élevée d'orphelins et d'enfants des rues, un grand nombre d'enfants souffrant de malnutrition et, dans les villes, de mendiants. On estime à 35 pour cent la proportion des ménages urbains dirigés par une femme et à 48 pour cent celle des enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition.

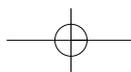
Les mesures classiques de réduction de la pauvreté prises par les pouvoirs publics revêtent la forme de programmes sectoriels, axés notamment sur la santé et l'éducation. Elles sont intégrées au budget national et font l'objet de contrôles réguliers des dépenses. Ces deux dernières années, ces programmes ont souffert d'un manque de moyens lié à la réaffectation des ressources occasionnée par la guerre. Pour faire face au

problème de la pauvreté, l'Éthiopie a établi un rapport stratégique d'étape sur la réduction de la pauvreté (*Interim Poverty Reduction Strategy Paper: I-PRSP*). Le programme de réformes énoncé dans ce document est soutenu, d'une part, par la Facilité de réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC) du FMI, approuvée en mars 2001 et représentant 112 millions de dollars, et, d'autre part, par un crédit de soutien au redressement économique (*Economic Rehabilitation Support Credit: ERSC*) de la Banque mondiale, soit 150 millions de dollars, approuvé en juin 2001. L'Union Européenne apporte également un financement en parallèle.

Les indicateurs socio-économiques de l'Éthiopie attestent d'une pauvreté très répandue, et d'importantes inégalités entre hommes et femmes. Seuls 46 pour cent de la population ont accès aux infrastructures sanitaires. On ne dénombre que quelque 4 médecins pour 100 000 habitants, seuls 24 pour cent de la population ont accès à l'eau potable, et 15 pour cent aux réseaux d'assainissement. Ces chiffres sont très inférieurs à la moyenne du continent. Ils reflètent aussi le fait qu'environ 1.6 pour cent du PNB seulement est consacré au secteur de la santé en Éthiopie, contre 2.5 pour cent en Afrique subsaharienne. A cela se conjuguent des problèmes de qualité des infrastructures et équipements, souvent délabrés, et le manque de médicaments essentiels. La pandémie du sida ajoute une dimension nouvelle au problème de la santé : environ 10.6 pour cent de la population adulte sont séropositifs.

Dans le secteur de l'éducation, l'UNESCO estime à 19 et 34 pour cent, respectivement, le taux brut combiné de scolarisation (primaire, secondaire, supérieur) pour les populations féminine et masculine en 1999. Sur une note plus optimiste, le taux d'inscription a nettement progressé dans le primaire depuis quatre ans. L'examen du programme de développement du secteur de l'éducation effectué en février 2001 a, en effet, montré que cette proportion (en données brutes) atteignait 51 pour cent de la classe d'âge considérée en 2000, contre 42.9 pour cent en 1996. En chiffres nets, elle est passée de 21.5 pour cent en 1996 à 36.6 pour cent en 1999 pour les filles, et de 32.3 pour cent à 51.2 pour cent pour les garçons. Ainsi, malgré une amélioration générale pour les deux





sexes, le fossé entre garçons et filles s'est creusé : 10.8 points de pourcentage en 1996, et 14.6 en 1999. Le système éducatif souffre en outre de problèmes quantitatifs et qualitatifs : manque de locaux, d'enseignants, de manuels scolaires essentiels et d'autres matériels pédagogiques, mauvaise qualité des programmes et forts taux de redoublement et d'abandon, en particulier chez les filles. En général, seule la moitié des élèves inscrits dans le primaire fréquentent l'école jusqu'au terme de ce cycle d'enseignement.

